



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

**Permanence du NPA 49 à Angers**

**Samedi 11h - 12h :**

En haut de place Imbach

**Contacts**

**Angers**

[npa49@yahoo.fr](mailto:npa49@yahoo.fr)

**Cholet**

[cholet.npa@orange.fr](mailto:cholet.npa@orange.fr)

**Saumur**

[npa\\_saumurois@hotmail.fr](mailto:npa_saumurois@hotmail.fr)

(le site du NPA 49)

<http://npa49.free.fr>

(le blog du NPA Cholet)

<http://choletnpa49.unblog.fr>

Répondeur/Fax : **02 41 25 19 10**

**Sans papiers :**

# **INTERDIT D'EXPLOITER ! LIBERTÉ DE CIRCULER !**

On les appelle « sans-papiers », le gouvernement les traque et les traite de clandestins.

Ce sont des hommes et des femmes qui, fuyant la guerre ou la misère, ont quitté leur pays, leurs attaches, souvent au péril de leur vie. Ce sont des travailleurs, constituant la main d'œuvre sans droits dont rêve le Medef. L'embauche de salarié-es sans papiers permet en effet de renforcer l'exploitation à tous les niveaux : conditions de travail et de salaire dégradées, absence de droits sociaux alors qu'ils paient des cotisations, menace permanente de licenciement pour défaut de papiers... Loin d'être rares, les salarié-es sans papiers sont massivement employés par de grosses entreprises privées et publiques. Par exemple, dans le gardiennage, sur 150 000 salariés, 15 000 n'ont pas de papiers.

**On bosse ici, on vit ici, on reste ici !**

La nouvelle vague de grève de travailleurs sans papiers, débutée le 12 octobre, fait éclater au grand jour les conditions de travail révoltantes imposées à des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Elle met en évidence la manière dont le capitalisme utilise les pires formes de précarité pour un profit maximum.

Ces grèves démontrent que, y compris dans les conditions les plus difficiles, les plus précaires, il est possible de se battre ensemble. C'est même la seule solution ! Isolés, dispersés on ne peut rien, sinon subir. Ensemble, solidaires, il est possible d'exiger une solution pour toutes et tous. Les grévistes ne veulent plus de cas par cas, plus de démarches interminables. Ils exigent une circulaire ministérielle simplifiant les critères de régularisation.

**Hier colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés.**

Seule une régularisation globale peut mettre fin à cette surexploitation. Pour cela, les travailleurs sans papiers ne pourront pas gagner seuls. Ils ont besoin du soutien le plus large. Ils ont besoin que nous fassions vivre le vieux slogan du mouvement ouvrier : « travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes patrons, même combat ! »

Le gouvernement fait de l'immigration « un problème » en fabriquant des boucs émissaires pour éviter de désigner les véritables responsables de la crise.

Cette vague de grève, comme le combat du Réseau Education Sans Frontière dans les écoles, doit permettre de construire une mobilisation unitaire la plus large possible contre cette politique raciste honteuse et indigne.

Le capitalisme, l'impérialisme, sont responsables de l'appauvrissement des pays d'où viennent les sans papiers et de la concurrence acharnée entre les travailleurs. Ce n'est pas aux immigré-es de payer la crise économique ou écologique qui les pousse à chercher ici du travail et de moins mauvaises conditions de vie. Ce n'est pas aux capitaux de circuler librement mais à tous les humains d'avoir le droit d'aller et venir en toute liberté.



## Un logement est un droit !

### DEMANDEURS D'ASILE : SOLIDARITÉ !

Depuis plusieurs années, des réfugiés de plus en plus nombreux affluent en Europe en provenance des zones de guerre ou de famine d'Afrique et d'Asie. En France comme dans le reste de l'Union européenne, un consensus s'est progressivement établi de l'extrême-droite à la gauche sociale-libérale pour considérer que « nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde » (dixit Michel Rocard) et donc fermer de plus en plus les frontières aux demandeurs d'asile. Nous considérons au contraire que la France, où est née la Déclaration des Droits de l'Homme, et qui est de surcroît l'un des pays les plus riches du monde, notamment grâce au pillage des ressources des pays du sud, a les moyens de leur donner asile.

A Angers, depuis fin 2008, les demandeurs d'asile affluent de plus en plus nombreux, en particulier en provenance du Soudan (notamment du Darfour), d'Erythrée ou de Somalie. Or les moyens mis en place par l'Etat sont notoirement insuffisants pour les accueillir, si bien que de nombreux réfugiés se sont trouvés purement et simplement à la rue. Il a fallu une première réquisition militante de logements vides (l'ex-gendarmerie des Ponts-de-Cé il y a exactement un an) pour que l'Etat (après avoir fait évacuer de ce local par une armada de CRS les réfugiés et leurs soutiens, dans des conditions particulièrement humiliantes) et des collectivités proches d'Angers se mobilisent pour les loger.

Par la suite, au printemps, une nouvelle vague de réquisitions militantes a eu lieu à Angers, d'abord début avril rue Lionnaise, dans un ancien orphelinat du quartier historique de la Doutre appartenant à la municipalité d'Angers et inoccupé depuis des années. La mairie « socialiste » n'a rien trouvé de mieux que de déclencher à son tour une procédure d'expulsion par la police et les gardes mobiles.

Le fond du problème, c'est-à-dire le logement des réfugiés n'étant bien entendu pas résolu par cette phase répressive (une manifestation près du château d'Angers a même été violemment réprimée par la police), trois autres réquisitions ont eu lieu, d'abord dans une école du quartier populaire de la Roseraie où d'anciens logements de fonction étaient vacants (ils ont dû être évacués depuis suite à un procès fait par... un organisme HLM, désormais propriétaire des lieux), puis dans le quartier des Capucins et enfin en plein centre-ville, dans un local devant servir au futur tramway d'Angers. Pour libérer ce dernier squat, la mairie d'Angers a fini il y a quelques jours par mettre tacitement à la disposition des réfugiés les logements de fonction d'une autre école désaffectée dans les quartiers sud d'Angers, mais même en s'entassant à plusieurs par pièce, il manque encore des logements.

C'est pourquoi depuis le début de ce mois de novembre, malgré le froid, plusieurs dizaines de demandeurs d'asile campent devant la mairie d'Angers jour et nuit, sous la banderole « Hôtel des demandeurs d'asile ». Ils sont soutenus depuis le début par un réseau de militants solidaires qui ont obtenu à plusieurs reprises des jugements du tribunal administratif de Nantes obligeant l'Etat à loger et entretenir les réfugiés ayant déposé ces recours (malheureusement, le Conseil d'Etat vient d'annuler pour des raisons politiques évidentes une partie de ces jugements).

La rengaine de la mairie PS-centristes-Verts consiste la plupart du temps à renvoyer la balle [1] au conseil général ou à la préfecture, qui de son côté affirme manquer de moyens (ce qui est logique, car la politique de Sarkozy est de reprendre celle de Le Pen et de dénoncer « l'invasion de l'immigration » [2] ; il fait donc tout pour réduire les capacités d'accueil de demandeurs d'asile. CQFD). En fait, il y a suffisamment de logements vides à Angers et dans le département pour accueillir décemment quelques dizaines de réfugiés.

Pour toutes ces raisons, le NPA 49 soutient l'action des demandeurs d'asile et exige avec eux que les différentes institutions du département de Maine-et-Loire (préfecture, conseil général, mairie d'Angers entre autres) fassent tout, chacune à leur niveau de compétence, pour éviter que ces réfugiés se retrouvent à dormir dans la rue au seuil de l'hiver, comme nous le demandons d'ailleurs pour tout être humain.

[1] J.-C. Antonini l'a une nouvelle fois démontré le 7 novembre en interpellant F. Fillon de virée électorale à Angers : « La solidarité angevine est durement éprouvée : elle ne peut plus être sollicitée. L'Etat doit agir, et agir rapidement » (Ouest-France). Hélas, le Maire n'exprime pas clairement ce qu'il attend : des moyens financiers pour l'hébergement et l'accueil des demandeurs d'asile ? ou des interventions policières pour les expulser ailleurs ? Dans le Courrier de l'Ouest, il prétend même que la question du logement n'est pas le vrai problème. Ah bon ?

[2] Relevons que, malheureusement, l'amalgame entre « droit d'asile » et « immigration économique » n'est pas que le fait de la droite et de l'extrême-droite. Ainsi dans le Courrier de l'Ouest du 5 novembre Mme Véron, adjointe (Verts) au Maire demande-t-elle au gouvernement une « vraie politique de l'immigration » en conclusion d'un interview traitant des demandeurs d'asile à Angers...



#### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

#### RÉGIONALES MARS 2010

Le Parti de gauche PG 49, le Nouveau parti anticapitaliste NPA 49, Les Alternatifs 49 et la Fédération pour une alternative sociale et écologique FASE 49, réunis le 4 novembre 2009, partagent totalement l'analyse de leurs directions nationales respectives, parue dans le communiqué publié suite à la réunion du 28 septembre 2009, concernant la crise du capitalisme et les conséquences désastreuses pour la grande majorité de la population.

Face à cette situation et à un gouvernement bien décidé à accélérer le rythme de ses attaques, rien ne doit détourner de la nécessaire construction d'une alternative à la logique du système capitaliste et productiviste.

Dans ce contexte, les forces qui composent la gauche antilibérale et anticapitaliste ont le devoir d'offrir une autre voie : un débouché politique qui permette de mettre en œuvre un programme traduisant dans les régions les exigences populaires, solidaires et écologiques, véritablement alternatif au libéralisme économique et au productivisme.

Face à la crise et aux graves désordres économiques, sociaux et écologiques engendrés par le système capitaliste, tous les intervenants ont insisté sur la nécessité et l'urgence de mener une politique de rupture avec les orientations libérales de la Droite mais aussi le social-libéralisme d'un PS qui ne fait qu'accompagner les dérives de ce système injuste et destructeur. De l'avis de tous, il est urgent et indispensable de faire apparaître un projet alternatif pour une transformation sociale et écologique. Les prochaines Régionales doivent en être l'occasion. Le PG 49, la FASE 49, le NPA 49 et les Alternatifs 49 ont fait connaître qu'ils étaient favorables à une liste unitaire de la Gauche de Gauche au premier tour, indépendante de celle du PS et de la liste Verts-Région Écologie

Il s'agit de répondre à trois objectifs indissociables : changer les rapports de force à gauche, battre la droite, et rassembler une majorité autour d'un projet alternatif à la logique du système capitaliste actuel, un projet qui réponde aux urgences démocratiques, sociales et écologiques. Pour cela les partis présents se prononcent pour :

- constituer au premier tour des listes différentes et indépendantes du PS et de Région Écologie ;
- s'engager sans ambiguïté au second tour pour battre la Droite sous toutes ses formes (du MODEM au FN en passant par l'UMP de Sarkozy) ;
- porter à l'intérieur des conseils régionaux les programmes définis en commun, en rupture avec les politiques libérales et y relayer sans faillir les luttes sociales, écologistes et féministes.

Les partis ci-dessous signataires appellent toutes les forces de « l'autre Gauche », de la gauche radicale, à se rassembler pour devenir dans la région des Pays-de-la-Loire la principale force à gauche. Nous ne doutons pas que dans les jours à venir les discussions au plan national permettront de construire ce rassemblement.

Angers, le 6 novembre 2009

PG 49 - NPA 49 - FASE 49 - Alternatifs 49

## Chaque semaine, LISEZ...

# TOUT est à nous!

1,20€ WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE